

LA SITUATION DES DROITS DE LA PERSONNE AU CAMBODGE

ENJEU

Le respect des droits de la personne au Cambodge demeure un sujet de préoccupation; la coalition gouvernementale, de plus en plus intransigeante, tentant de conserver le pouvoir et l'autorité.

CONTEXTE

À la fin des années 70, le Cambodge a subi un régime qui a commis les violations des droits de la personne les plus systématiques, brutales et flagrantes depuis la Seconde guerre mondiale. Entre 1975 et 1979, plus d'un million de Cambodgiens (sur un total estimé alors à 7 millions) auraient perdu la vie sous la dictature génocide des Khmers rouges. Le souvenir de cette période traumatisante continue d'imprégner tous les aspects de la société cambodgienne. Cette période a été précédée et suivie respectivement de cinq et de plus de dix ans de guerre civile continue. Au cours des années 1980, les structures étatiques, des plus rudimentaires, ne protégeaient effectivement qu'au minimum les droits de la personne.

Vu l'histoire récente tragique du pays, en 1992, l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC) a créé une unité du Centre pour les droits l'homme pour faciliter la promotion et la protection de ces droits fondamentaux dans le pays.

Le nouveau régime cambodgien plaçait en apparence le respect des droits de la personne au haut de sa liste de priorités, mais de récents événements survenus dans le pays suscitent des préoccupations grandissantes parmi les pays occidentaux. Ces derniers mois, des rapports troublants font état de violations des droits de la personne par les Forces armées du Royaume du Cambodge, notamment d'exécutions sommaires et de traitements inhumains infligés à des prisonniers dans certaines parties du pays. Constamment en lutte pour le pouvoir, les deux premiers ministres se montrent maintenant moins tolérants face aux dissidents, réduisant au silence ou soumettant à des manoeuvres d'intimidation des membres respectés de l'opposition. L'engagement du gouvernement à protéger certains droits comme la liberté de la presse est devenu plus ténu. Plusieurs journalistes ont été tués, et les tribunaux ont imposé de lourdes amendes pour diffamation à des journaux de langue cambodgienne. Au début de 1995, les autorités cambodgiennes ont réclamé des Nations unies la fermeture de l'unité du Centre pour les droits de l'homme. Face aux protestations véhémentes de l'Occident, les pouvoirs cambodgiens ont consenti à ce que le Centre continue ses opérations, mais ils ont ouvertement refusé de rencontrer le représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, lors de sa plus récente visite en novembre.

Près de 10 % du pays, le Nord et l'Ouest principalement, demeure sous le contrôle des Khmers rouges. Les cas de violations des droits de la personne se sont multipliés, en l'occurrence l'enlèvement puis l'assassinat de ressortissants occidentaux, l'exécution de soldats faits prisonniers au combat et le massacre de civils vietnamiens. Des unités de